

Convention collective

IDCC : 8435. – **COOPÉRATIVES FRUITIÈRES**
(AIN, DOUBS ET JURA)
(29 août 2001)

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,
Journal officiel du 24 février 2002)

AVENANT N° 14 DU 3 FÉVRIER 2009

NOR : *AGRS0997092M*
IDCC : 8435

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Jura ;
La fédération des CUMA ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

L'UNSA 2A ;
L'union régionale de Franche-Comté CFTC ;
L'union départementale de l'Ain CFTC ;
L'union départementale de l'Ain CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article IV.2 « Heures supplémentaires » est modifié comme suit :

Au 1^{er} alinéa, les termes « 220 heures » sont remplacés par « 370 heures ».

L'article IV.3 « Repos compensateur obligatoire » est modifié comme suit :

« Article IV.3

Contrepartie obligatoire en repos (COR)

La durée de la contrepartie obligatoire en repos pour toute heure supplémentaire accomplie au-delà du contingent est fixée à :

Heures supplémentaires au-delà du contingent annuel de 370 heures prévu à l'article IV.2 :

- dans les entreprises de 20 salariés au maximum, toutes les heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent annuel ouvrent droit à un repos compensateur de 50 % ;
- dans les entreprises de plus de 20 salariés, les heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent annuel ouvrent droit à un repos compensateur d'une durée égale à 100 %. »

Le reste de l'article sans changement (« Le salarié.... 2 mois. »).

L'article V.4 « Absences pour maladie et accident » est modifié comme suit :

- aux 4^e et 5^e alinéas du paragraphe 1, les termes « 3 années » sont remplacés par « 1 année » ;
- au paragraphe 2, les termes « 8 jours » sont remplacés par « 7 jours ».

Article 2

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2009.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Doubs. Un exemplaire papier sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 3 février 2009.

(Suivent les signatures.)